

Rapport de la direction

Les états financiers de l'École nationale de police du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections de ce rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'École, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

ORIGINAL REQUIS ET SIGNÉ

Michel Beaudoin
Directeur général

ORIGINAL REQUIS ET SIGNÉ

Daniel Jean, CMA
Directeur du soutien administratif et technologique

Nicolet, le 4 septembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de l'École nationale de police du Québec au 30 juin 2009 ainsi que l'état des résultats et de l'avoir de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'École. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'École au 30 juin 2009, ainsi que des résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chap. V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

ORIGINAL REQUIS ET SIGNÉ

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 4 septembre 2009

70

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

Résultats et avoir

de l'exercice terminé le 30 juin 2009

	2009	2008
PRODUITS		
Contributions des corps de police (note 4)	10 847 346 \$	10 419 649 \$
Subventions du gouvernement du Québec		
Loyer	6 791 500	6 987 100
Commandites	5 000	11 500
Formation (notes 5)	8 493 719	10 152 883
Hébergement (notes 5)	3 670 669	4 224 143
Intérêts	26 350	64 047
Autres	1 082 538	450 286
	30 917 122	32 309 608
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux (note 6)	16 641 351	16 371 934
Transport et communication	681 204	815 658
Services professionnels	1 595 667	1 741 351
Entretien et réparations	329 293	274 922
Loyer – Société immobilière du Québec	8 622 867	9 347 981
Location de matériel et autres	317 842	376 489
Fournitures, matériel pédagogique et autres (note 7)	1 985 277	2 200 973
Amortissement des immobilisations	994 878	1 086 519
	31 168 379	32 215 827
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(251 257)	93 781
AVOIR AU DÉBUT	1 132 442	1 038 661
AVOIR À LA FIN	881 185 \$	1 132 442 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Bilan

au 30 juin 2009

	2009	2008
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	2 580 588 \$	1 023 176 \$
Créances	2 770 497	2 225 080
Contributions des corps de police à recevoir		
Premier versement	1 789 593	7 439 046
Deuxième versement	3 428 811	3 344 719
Loyer payé d'avance – Société immobilière du Québec	6 136 771	4 030 123
Stocks	565 847	537 946
	17 272 107	18 600 090
Immobilisations corporelles (note 8)	2 330 339	2 595 837
	19 602 446 \$	21 195 927 \$
PASSIF		
À court terme		
Emprunt au Fonds de financement (note 9)	- \$	802 655 \$
Charges à payer et frais courus		
Salaires	1 074 897	1 057 141
Loyer – Société immobilière du Québec	135 182	547 804
Autres	1 605 902	2 178 094
Provision pour vacances	1 039 901	913 949
Produits reportés (note 10)		
Contributions des corps de police	8 278 569	8 087 823
Subvention du gouvernement du Québec	5 159 775	5 071 575
Autres	444 406	416 646
	17 738 632	19 075 687
À long terme		
Provision pour congés de maladie (note 11)	982 629	987 798
	18 721 261	20 063 485
AVOIR	881 185	1 132 442
	19 602 446 \$	21 195 927 \$

ENGAGEMENTS (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

ORIGINAL REQUIS ET SIGNÉ

Daniel McMahon, FCA
Président du conseil d'administration

ORIGINAL REQUIS ET SIGNÉ

Michel Beaudoin
Directeur général

Notes complémentaires

30 juin 2009

1. CONSTITUTION ET OBJET

L'École nationale de police du Québec (l'École), corporation mandataire du gouvernement constituée par la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'École n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation des états financiers, l'École utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'École par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'état des flux de trésorerie de l'École n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Stocks

Les stocks de fournitures de bureau, de produits alimentaires, de munitions et de vêtements sont évalués selon la méthode du coût spécifique.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Mobilier et équipement	5 et 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciel informatique	3 et 5 ans

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'avoir.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'École ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Constatation des produits

Les contributions des corps de police et les subventions du gouvernement du Québec sont constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les produits provenant de la prestation de services sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- Les services ont été rendus;
- Le prix du service est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

3. MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES

Depuis le 1^{er} juillet 2008, l'École établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, il utilisait le Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Ce changement n'a aucune incidence sur les résultats et l'avoir de l'École.

Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

Instruments financiers

Aucune norme spécifique quant aux instruments financiers n'existe dans le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. Les conventions comptables et l'information auparavant présentées à leur égard ont donc été retirées. Les actifs et les passifs classés à des fins de transactions évalués à la juste valeur sont dorénavant inscrits au coût. Cette modification n'a pas eu d'impact sur la valeur comptable de ces éléments puisque leur juste valeur était équivalente à leur coût.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La baisse de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens ou services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires futurs non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

74

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

4. CONTRIBUTION DES CORPS DE POLICE

L'article 43 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1) prévoit que l'École reçoit annuellement un financement équivalent à un pourcentage maximal de 1 % de la masse salariale des corps de police de la province de Québec, à l'exception des corps de police autochtone, selon des modalités déterminées par le gouvernement. Selon les modalités et les déclarations des masses salariales des corps de police, les totaux des contributions ont été calculés comme suit :

	2009	2008
Contribution de l'année civile 2005 (10 298 277 \$) pour 9 mois	- \$	7 723 708 \$
Contribution de l'année civile 2006 (10 783 764 \$) pour 3 mois	-	2 695 941
Contribution de l'année civile 2006 (10 783 764 \$) pour 9 mois	8 087 823	-
Contribution de l'année civile 2007 (11 038 092 \$) pour 3 mois	2 759 523	-
	10 847 346 \$	10 419 649 \$

5. HÉBERGEMENT ET FORMATION

	Formation		Hébergement	
	2009	2008	2009	2008
Formation aux aspirants policiers	2 857 257 \$	3 800 367 \$	1 490 328 \$	1 579 181 \$
Formation aux policiers	3 227 127	2 826 045	759 268	731 575
Formation aux autochtones	701 654	700 311	272 721	285 485
Formation sur mesure	1 175 321	2 084 306	302 289	799 506
Centre d'appréciation du personnel de la police	532 360	741 854	30 611	41 273
Autres	-	-	815 452	787 123
	8 493 719 \$	10 152 883 \$	3 670 669 \$	4 224 143 \$

6. TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	2009	2008
Policiers – Sûreté du Québec	581 947 \$	599 839 \$
Policiers municipaux	1 372 254	1 675 485
Formateurs et conférenciers	382 565	440 276
Autres employés	14 304 585	13 656 334
	16 641 351 \$	16 371 934 \$

7. FOURNITURES, MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE ET AUTRES

	2009	2008
Matériel pédagogique	997 189 \$	1 129 390 \$
Produits alimentaires et fournitures d'hébergement	758 948	748 138
Papeterie, fournitures et articles de bureau	165 970	173 456
Mobilier et équipement	63 170	149 989
	1 985 277 \$	2 200 973 \$

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009			2008
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement	3 930 093 \$	2 975 737 \$	954 356 \$	1 088 969
Matériel roulant	1 498 371	974 761	523 610	508 616
Améliorations locatives	897 744	696 908	200 836	278 386
Équipement informatique	1 301 175	942 202	358 973	332 508
Logiciel informatique	1 590 522	1 297 957	292 565	387 358
	9 217 905 \$	6 887 565 \$	2 330 340 \$	2 595 837 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles de l'exercice s'élèvent à 729 379 \$ (2008 : 975 300 \$). Les dispositions d'immobilisations corporelles de l'exercice ont généré des gains sur disposition de 9 810 \$ (2008 : 27 515 \$), aucune perte nette (2008 : 3 470 \$) et des produits de disposition de 9 810 \$ (2008 : 38 023 \$).

9. EMPRUNTS À COURT TERME

L'École est autorisée jusqu'au 30 juin 2012 à contracter, auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, des emprunts à court terme ou à utiliser une marge de crédit jusqu'à concurrence d'un montant total de 5 000 000 \$.

Une convention de marge de crédit avec le Fonds de financement du gouvernement du Québec prévoit l'utilisation d'un taux d'intérêt quotidien équivalent au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %. Au 30 juin 2009, l'École n'avait contracté aucun emprunt à court terme.

De plus, l'École détient une marge de crédit de 300 000 \$ auprès d'une institution financière qui prévoit l'utilisation du taux préférentiel. Au 30 juin 2009, l'École n'avait contracté aucun emprunt à cet égard.

10. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés relatifs aux contributions des corps de police représentent la portion de la contribution totale qui sera gagnée au cours de l'exercice subséquent.

Le produit reporté relatif à la subvention représente le montant reçu du gouvernement du Québec afin de financer la dépense de loyer de l'École pour l'exercice subséquent.

Les autres produits reportés sont principalement constitués des produits d'hébergement perçus d'avance au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de l'École participent au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Les cotisations de l'École imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 702 396 \$ (2008 : 637 334 \$) et elles comprennent les cotisations d'employeur pour les membres de son personnel libéré par la Sûreté du Québec et qui contribuent au RRMSQ. Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

L'École dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'École.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

L'École a modifié au cours de l'exercice sa méthode d'évaluation des obligations relatives aux congés de maladie accumulés. Ces obligations sont dorénavant évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. Ce changement d'estimation comptable a eu pour effet de diminuer de 48 683 \$ la valeur de l'obligation au 30 juin 2009. L'effet de ce changement a été comptabilisé prospectivement aux résultats de l'exercice

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'École. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 30 juin 2009 :

Taux d'indexation.....	3,25 %
Taux d'actualisation.....	5,42 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs.....	14 ans

	2009	2008
Solde au début	987 798 \$	948 571 \$
Charge de l'exercice	275 633	293 761
Prestations versées au cours de l'exercice	(280 802)	(254 534)
Solde à la fin	982 629 \$	987 798 \$

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'École estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

École nationale de police du Québec

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2008-2009

77

12. ENGAGEMENTS

L'École s'est engagée en vertu d'une convention d'emphytéose avec la Société immobilière du Québec échéant en 2028 pour la location d'immeubles et par divers contrats échéant jusqu'en 2013 pour la location de biens et de services.

La charge de l'exercice pour la location de l'immeuble est de 8 622 867 \$ (2008 : 9 347 981 \$), celle pour la location de biens et de services reliées à ces engagements est de 409 464 \$ (2008 : 385 951 \$). Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

Années	Immeubles	Biens et services
2010	8 182 361 \$	384 124 \$
2011	8 182 361	93 311
2012	8 182 361	41 386
2013	8 182 361	17 328
2014	8 182 361	---
2015 et subséquemment	117 153 054	---
	158 064 859 \$	536 150 \$

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

	2009	2008
Produits		
Contributions des corps de police	4 115 862 \$	3 838 185 \$
Formation	2 643 370	3 124 917
Hébergement	948 401	1 420 150
Créances et contributions des corps de police	736 220 \$	5 087 276 \$

En plus des opérations entre apparentés identifiées ci-dessus et celles déjà divulguées dans les états financiers avec des entités sous contrôle commun et comptabilisées à la valeur d'échange, l'École est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'École n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'École nationale des pompiers du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'École, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Michel Richer, Directeur général

Laval, le 11 septembre 2009



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de l'École nationale des pompiers du Québec au 30 juin 2009 et les états des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'École. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'École au 30 juin 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des modifications apportées par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA auditeur

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 11 septembre 2009.

3

ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2009

PRODUITS

Subvention du gouvernement du Québec	795 000 \$	925 600 \$
Formation	1 448 341	1 535 850
Publications	108 568	110 498
Autres produits	38 505	34 383
Intérêts	32 592	37 016
	<u>2 423 006</u>	<u>2 643 347</u>

CHARGES

Traitements et avantages sociaux	1 230 991	1 006 888
Déplacements	213 439	208 448
Matériel pédagogique	219 579	192 547
Systèmes d'information	131 281	143 828
Loyer	99 440	104 069
Frais de bureau	81 193	102 132
Honoraires	100 393	106 755
Publicité et promotion	42 305	75 276
Élaboration de programme de formation et matériel didactique	13 006	30 047
Télécommunications	13 329	17 881
Frais financiers	14 754	7 119
Amortissement des immobilisations corporelles	147 250	157 124
	<u>2 306 960</u>	<u>2 152 114</u>

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>116 046 \$</u>	<u>491 233 \$</u>
--	--------------------------	--------------------------

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

4

ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC
EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u> (Redressé, note 3)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT		
Solde déjà établi	1 603 281 \$	1 062 048 \$
Redressement		
Comptabilisation de la subvention du gouvernement du Québec	<u>183 450</u>	<u>233 450</u>
Solde redressé	1 786 731	1 295 498
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>116 046</u>	<u>491 233</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u>1 902 777 \$</u>	<u>1 786 731 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

5

ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC

BILAN

AU 30 JUIN 2009

	2009	2008 (Redressé note 3)
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	1 203 907 \$	208 107 \$
Dépôt à terme, 2,1 % (2008 : 4,25 %)	941 906	1 000 000
Gouvernement du Québec	-	183 450
Autres créances	235 769	259 761
Stocks	112 985	121 924
Frais payés d'avance	36 861	39 807
	<u>2 531 428</u>	<u>1 813 049</u>
Immobilisations corporelles (note 4)	<u>179 825</u>	<u>279 985</u>
	<u>2 711 253 \$</u>	<u>2 093 034 \$</u>
PASSIF À COURT TERME		
Charges à payer et frais courus (note 5)	187 591 \$	287 587 \$
Subvention du gouvernement du Québec reportée	608 550	-
Autres produits reportés	12 335	18 716
	<u>808 476</u>	<u>306 303</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>1 902 777</u>	<u>1 786 731</u>
	<u>2 711 253 \$</u>	<u>2 093 034 \$</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Serge Tremblay, président

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****30 JUIN 2009****1. CONSTITUTION ET OBJET**

L'École nationale des pompiers du Québec, personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1^{er} septembre 2000 par la *Loi sur la sécurité incendie* (L.R.Q., chapitre S-3.4). Elle a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie.

En vertu de sa loi constitutive, l'École est mandataire de l'État et n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation des états financiers, l'École utilise le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'École par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément faisant l'objet d'estimation est la durée de vie des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Constatation des produits

La subvention du gouvernement du Québec est constatée à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les produits provenant de la formation sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- Les services ont été rendus;
- Le prix du service est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est vraisemblablement assuré.

Stocks

Les stocks de livres et manuels sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût spécifique.

7

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode linéaire :

Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Autres équipements	3 ans
Logiciels	3 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'École ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

a. Redressement des revenus de subvention

Les états financiers de l'exercice terminé le 30 juin 2008 ont été corrigés pour inscrire le produit de subvention du gouvernement du Québec en fonction de la période couverte par l'exercice financier de l'École. Auparavant, la subvention était comptabilisée en fonction de l'exercice financier annuel du gouvernement.

Cette correction a pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers.

	<u>2008</u>
Bilan	183 450 \$
Créances	
Excédent cumulé au début	233 450
Résultats	
Subvention du gouvernement du Québec	(50 000)

b. Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} juillet 2008, l'École établit ses états financiers selon le *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public*. Auparavant elle utilisait le *Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé*. Les effets de la première application de ces normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs. Ce changement n'a aucune incidence sur les résultats et l'excédent cumulé.

La convention comptable affectée par ce changement de référentiel comptable est décrite ci-dessous.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La baisse de valeur des immobilisations corporelles est fondée sur leur capacité de fournir des biens ou services ou sur la valeur des avantages économiques futurs plutôt que sur l'évaluation des flux monétaires futurs non actualisés que procurera l'immobilisation corporelle.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009		2008	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Améliorations locatives	237 395 \$	218 458 \$	18 937 \$	25 476 \$
Équipement informatique	102 100	89 470	12 630	21 703
Mobilier et équipement	149 707	107 849	41 858	40 737
Autres équipements	1 325	1 325	-	-
Logiciels	451 355	344 955	106 400	192 069
	<u>941 882 \$</u>	<u>762 057 \$</u>	<u>179 825 \$</u>	<u>279 985 \$</u>

Au cours de l'exercice, l'École a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles pour un montant total de 47 090 \$ (2008 : 79 416 \$).

5. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

Les charges à payer et les frais courus sont répartis de la façon suivante ;

	2009	2008
Fournisseurs	61 181 \$	107 170 \$
Frais courus	10 875	48 154
Traitements et avantages sociaux à payer	115 535	132 263
	<u>187 591 \$</u>	<u>287 587 \$</u>

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de l'École participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de l'École imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 59 409 \$ (2008 : 54 269 \$). Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'École est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'École n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour 2009.

